

Le retour des investisseurs étrangers en France

• Près de 1.300 décisions ont été prises en 2017, un record depuis 10 ans

• Les Américains en peloton de tête, les Marocains en recul

• Les chiffres de Business France

AVANT qu'ils investissent en France, les opérateurs étrangers souhaitent acquérir des indicateurs qui renseignent sur la bonne santé du pays. En 2017, 1.298 décisions d'investissement (+16%, soit 25 décisions en moyenne par semaine) ont été créées ou maintenues (contre 1.117 décisions et 30.108 emplois en 2016). C'est ce que dévoile Business France dans son «Rapport sur l'internationalisation de l'économie française, Bilan 2017 des investissements étrangers en France», paru le 3 avril à Paris.

Près de 412 nouvelles entreprises ont décidé de choisir la France pour y développer leurs activités, soit 32% des projets enregistrés. Ceci s'explique par le retour de confiance et de compétitivité. Et aussi bien par les mesures qui ont été prises pour faciliter le climat des affaires. L'une d'elles repose sur la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (IS) de 33% à 25% d'ici à 2022. Le but est

de ramener la France au niveau de ses concurrents européens. Le pays «veut même s'assumer business friendly». A noter que 50% des investissements sont des ouvertures de nouveaux sites (+14% par rapport à 2016) et 42% des investissements sont des extensions d'activité de sites existants (+22% par rapport à 2016). «L'image économique de notre pays est clairement à la hausse. Selon l'étude de Kantar Public pour BF, les investisseurs étrangers sont 84% (+10% par rapport à 2016) à juger l'économie française attractive», note Christophe Lecourtier, directeur général de Business France dans un communiqué.

Les entreprises étrangères investissent en premier lieu dans les activités de production avec 343 décisions d'investissement en 2017, créant 16.123 emplois, soit 26% de l'ensemble des investissements, une progression de +23% par rapport à 2016. Les investissements décidés par les entreprises allemandes (1er investisseur dans la production), américaines, italiennes et belges représentent près de la moitié des investissements dans le secteur de la production.

Les projets de recherche & développement, ingénierie représentent 10% de l'ensemble des projets avec 125 décisions d'investissement, en progression de 9% par rapport à 2016. A l'échelle mondiale, la France fait partie des grands pays innovants, comme le démontrent de nombreux classements internationaux tels que Deloitte Techno-

L'attractivité de l'Hexagone s'est améliorée en 2017

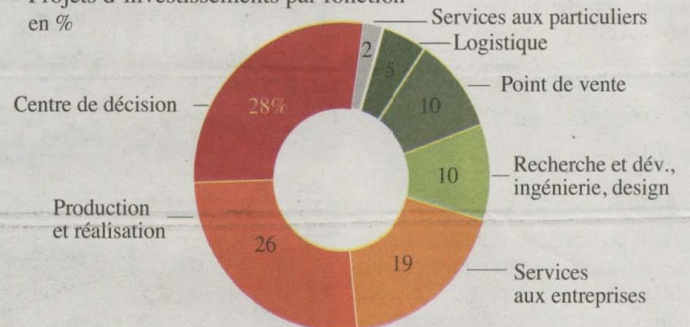


1.298 décisions d'investissement
+16% par rapport à 2016

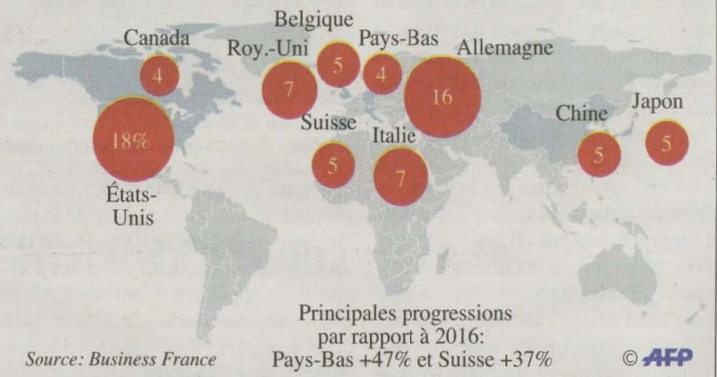


33.489 emplois créés ou maintenus
+11%

■ Projets d'investissements par fonction en %



■ Origine principaux investisseurs, en % du total



Source: Business France

© AFP

logy Fast 500 EMEA 2017, où la France est en première position du classement. Le sondage Kantar Public 2017, le souligne également, 81% des investisseurs étrangers considèrent l'innovation française comme un avantage compétitif. Les pays européens restent les premiers investisseurs en France avec 58% de

l'ensemble des décisions d'investissement en France. Viennent ensuite l'Amérique du Nord 23% et l'Asie 13% qui reste stable, avec une exception concernant l'Inde qui enregistre la plus forte hausse parmi les pays émergents, +73%. □

F. Z.T.

Panne d'investissements de firmes marocaines

EN ce qui concerne les principaux pays d'origine des investissements étrangers en France en 2017, les États-Unis ont retrouvé la première place avec 230 projets générant 7.047 emplois, soit 18% de l'ensemble des investissements. Ils sont suivis par l'Allemagne avec 208 projets.

Sur la liste figure aussi le Maroc avec 6 projets respectivement pour les deux dernières années. Ces projets ont généré 44 emplois en 2017 contre 220 en 2016 (soit une chute de 80%), d'après le Rapport sur l'internationalisation de l'économie française qui n'explique pas

le motif de cette chute. L'étude cite des exemples d'investissements réalisés en 2017 par pays d'origine. C'est le cas de la startup marocaine Social Impulse, une agence digitale proposant un système de gestion des contenus en ligne intégrant le référencement naturel, la stratégie de contenu et les différents réseaux sociaux. Après une phase commerciale au Maroc, l'entreprise a souhaité s'implanter en Europe. Ce projet devrait créer une vingtaine d'emplois sur trois ans à Strasbourg (voir aussi «La France en quête d'investisseurs marocains», cf. notre édition N° 5167 du 13/12/2017). □